ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, le 17 novembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement de candidats agents de l'Etat du niveau 1 et pour l'organisation de leur stage", a donné le 3 décembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e november 1965 door de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de werving van kandidaat-Rijksambtenaren van het niveau 1 en voor de inrichting van hun stage", heeft de 3e december 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet a, comme l'indique son intitulé, deux objets distincts. En sa section 1ère, il contient une dérogation aux règles établies pour le recrutement des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat. Cette dérogation constitue un élargissement de la disposition transitoire énoncée à l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat. Elle consiste à habiliter le secrétaire permanent au recrutement à admettre en stage, par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 16 février 1961 (1) auxquelles renvoie le dit article 6, des candidats qui, sans se classer en ordre utile, ont obtenu le minimum de points requis pour être déclarés admissibles. En sa section 2, le projet contient plusieurs dérogations aux règles établies pour l'organisation du stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat par l'arrêté royal du 16 février 1961 (2).

.../...

---

(1) Arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie.

(2) Arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964.

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Les dispositions de la section 1ère du projet reproduisent, en les étendant, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 6 août 1962 (1) prorogé par l'arrêté royal du 29 juin 1964 (2).Quant aux dispositions de la section 2 du projet, elles sont, sous réserve de légères modifications, identiques à celles qui sont contenues dans la section 2 de cet arrêté du 6 août 1962.

Selon le préambule du projet, les règles spéciales contenues dans lesdits arrêtés du 6 août 1962 et du 29 juin 1964 "ont été abrogées implicitement le 1er août 1964 à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles règles statutaires".

L'examen des textes amène plutôt à conclure que l' l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'a pas eu pour effet d'abroger le 1er août 1964 l'arrêté royal du 6 août 1962 prorogé par l'arrêté royal du 29 juin 1964 : cet arrêté du 6 août 1962 a seulement cessé d'être applicable à la date fixée par l'article 1er de l'arrêté royal du 29 juin 1964, c'est-à-dire "à la date à laquelle les stagiaires recrutés sur base des concours en voie d'organisation au 31 décembre 1963 (ont) terminé leur stage".

.../...

(1) Arrêté royal du 6 août 1962 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et pour l'organisation de leur stage.

(2) Arrêté royal du 29 juin 1964 dérogeant temporairement aux règles établies pour le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et pour l'organisation de leur stage.

Tout d'abord, l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'a pas abrogé la section 1ère de l'arrêté royal du 6 août 1962 contenant les dérogations aux règles de recrutement. En effet, l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 renvoie pour les procédures d'organisation d'épreuve qu'il indique aux dispositions antérieures à cet arrêté : il s'agit, en la matière, des dispositions établies par l'arrêté royal du 16 février 1961 telles qu'elles avaient été modifiées avant le 1er août 1964 par l'arrêté royal du 6 août 1962 prorogé par l'arrêté du 29 juin 1964.

En second lieu, l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'a pas abrogé la section 2 de l'arrêté royal du 6 août 1962 contenant les dérogations aux règles d'organisation du stage. En effet, conformément aux principes généraux, l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'abroge implicitement que les dispositions contraires aux règles établies par cet arrêté. Or, en matière d'organisation du stage, l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'a pas"établi"de règles : il s'est borné à laisser subsister, sous réserve d'adaptations d'une importance réduite requises par les modifications apportées en d'autres matières, les règles déjà établies par l'arrêté royal du 16 février 1961. C'est ce que souligne l'Instruction générale du 31 juillet 1964 du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p. 11.822). Dès lors, n'instituant pas en matière d'organisation du stage de règles nouvelles, l'arrêté royal du 16 mars 1964 n'a pas davantage abrogé implicitement les dérogations temporaires apportées par les arrêtés royaux des 6 août 1962 et 29 juin 1964 aux règles permanentes relatives à ladite matière qui avaient déjà été établies par l'arrêté royal du 16 février 1961.

.../...

Il y a donc lieu de modifier les considérants du préambule pour tenir compte de l'observation qui vient d'être faite au sujet du motif pour lequel les arrêtés royaux des 6 août 1962 et 29 juin 1964 ont cessé d'être applicables.

II.

L'intitulé et le préambule indiquent de manière explicite que dans l'intention du Gouvernement, les dispositions du projet ont toutes un caractère temporaire.

Il est vrai qu'en raison de leur objet même, les dispositions de la section 1ère cesseront d'être applicables dès que tous les candidats déclarés admissibles à la suite des concours organisés sur base de l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 auront été admis en stage.

Par contre, les dispositions de la section 2 ont en droit le caractère de dispositions permanentes. En effet, l'article 10 du projet se borne à énoncer qu""Il (le présent arrêté) cesse de produire ses effets à la date qui sera déterminée par Nous sur la proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions". Il résulte de semblable disposition qu'un arrêté royal sera nécessaire pour mettre fin à la force obligatoire de l'arrêté en projet. Telle qu'elle est rédigée, la disposition est dépourvue d'effet juridique puisque le Roi peut évidemment toujours abroger un de ses arrêtés.

.../...

Comme le font apparaître les 2ème et 3ème considérants du préambule, une réglementation définitive de l'organisation du stage sera élaborée sur base de l'expérience acquise. Dans l'intention du Gouvernement, l'entrée en vigueur de cette réglementation, qui remplacera l'arrêté royal du 16 février 1961, mettra fin à la force obligatoire des dispositions contenues dans le projet. Cette intention peut être traduite par le texte suivant :

"Article 10.-

Le présent arrêté cesse de produire ses effets à la date d'entrée en vigueur de la réglementation qui remplacera l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, (et au plus tard le ...)".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Le projet prévoit le contreseing du Premier Ministre, qui n'est prescrit par aucune disposition particulière. Dès lors, pour éviter une discordance entre les contreseings et la proposition et pour se conformer à l'usage, il convient que l'arrêté en projet soit pris sur la proposition tant du Premier Ministre que du Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique

Compte tenu, en outre, de l'observation générale I il conviendrait de rédiger le préambule comme suit :

.../..

" Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6;

Considérant que l'arrêté royal du 6 août 1962 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et pour l'organisation de leur stage, prorogé et complété par l'arrêté royal du 29 juin 1964 , a cessé d'être applicable à la date fixée par l'article 1er de ce dernier arrêté;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre les effets de l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 en autorisant l'admission au stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat qui, sans se classer en ordre utile aux concours organisés conformément audit article, ont obtenu le minimum de points requis pour être déclarés admissibles;

.../....

Considérant qu'une nouvelle réglementation relative à l'organisation du stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat ne pourra être établie que sur base des enseignements que fournira l'application des nouvelles règles du statut, et que dans l'attente de cette réglementation, il se recommande de maintenir les facultés de dérogation admises par l'arrêté royal du 6 août 1962, prorogé par l'arrêté royal du 29 juin 1964;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Premier Ministre et de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS : ... ".

\+

\+ +

Article 1er.

Il conviendrait d'inscrire dans l'article 1er la règle énoncée à l'article 2, alinéa 1er, qui est intimement liée à cet article 1er.

L'article 1er pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le secrétaire permanent au recrutement peut admettre au stage, dans l'ordre de leur classement, les candidats au niveau 1 des agents de l'Etat qui, sans se classer en ordre utile, ont néanmoins obtenu le minimum de points requis pour être déclarés admissibles à un des concours

.../...

d'admission au stage organisés conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat".

Article 2.

Selon la première phrase de l'alinéa 2, "Le secrétaire permanent au recrutement ne peut ... user de la faculté qui lui est donnée par l'article ler que si les circonstances recommandent de ne pas attendre l'organisation du concours suivant". On doit se demander si cette restriction au pouvoir confié au secrétaire permanent est utile étant donné que, selon la seconde phrase de l'alinéa, le secrétaire permanent "doit dans chaque cas obtenir l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions". Au surplus, on doit aussi se demander si la première restriction indiquée ne pourrait pas avoir éventuellement pour effet de mettre prématurément fin à l'application des articles ler et 2 du projet, et de provoquer ainsi de nouvelles difficultés.

Il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il ne conviendrait pas de supprimer la première phrase de l'alinéa 2. Si le Gouvernement en décidait ainsi, l'article 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Avant d'user de la faculté qui lui est conférée par l'article ler, le secrétaire permanent au recrutement doit, dans chaque cas, obtenir l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions".

.../...

Article 6.

A l'alinéa 3, pour assurer la concordance de terminologie avec l'article 4 du projet, il se recommande de remplacer les mots "à l'un des deux cycles de stage suivants" par les mots "à une des deux sessions de stage suivantes".

Articles 9 à 11.

Il s'indiquerait de grouper en une section 3, intitulée "Dispositions générales", les articles 9 à 11 du projet qui ont ce caractère.

Article 9.

Cet article tend à donner à l'arrêté en projet effet rétroactif au 1er août 1964.

En ce qui concerne la section 1ère, la rétroactivité ne pourrait avoir pour but que de valider des décisions d'admission en stage qui auraient été prises en méconnaissance des règles fixées par l'arrêté royal du 16 février 1961, auxquelles renvoie l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964. Or, comme le Conseil d'Etat l'a observé dans son avis du 6 juillet 1962 sur le projet devenu l'arrêté royal du 6 août 1962 (L.7998/1), semblable validation excéderait les pouvoirs du Roi. Au surplus, selon les renseignements fournis par le fonctionnaire compétent, le Secrétaire permanent n'a pris, jusqu'à présent, aucune décision admettant en stage un récipiendaire d'un concours organisé conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964, qui ne se serait pas classé immédiatement

.../...

en ordre utile. L'objectif que le Gouvernement poursuit par la section 1ère du projet peut donc être atteint sans qu'une rétroactivité soit donnée aux articles de cette section.

La rétroactivité des dispositions de la section 2 du projet n'est pas illicite dans la mesure où elle concerne des dérogations à des règles d'ordre interne, ainsi que le Conseil d'Etat l'a observé dans l'avis du 6 juillet 1962 déjà cité. Mais, la rétroactivité au 1er août 1964 établie par l'article 9 du projet est dans une large mesure superflue, puisque l'arrêté royal du 6 août 1962, prorogé par l'arrêté royal du 29 juin 1964, a continué à produire ses effets "jusqu'à la date à laquelle les stagiaires recrutés sur base des concours en voie d'organisation au 31 décembre 1963 (ont) terminé leur stage". Selon les renseignements donnés, cette date est le 1er octobre 1965.

L'article 9 du projet pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, les articles de la section 2 produisent leurs effets à partir du 1er octobre 1965".

Article 10.

Voir l'observation générale II.

Zoals uit het opschrift blijkt, is het doel van het ontwerp tweeërlei. In afdeling 1 wijkt het af van de regelen inzake werving van kandidaten voor niveau 1 van het Rijkspersoneel. Die afwijking is een verruiming van de overgangsbepaling van artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel. Zij machtigt de vaste wervingssecretaris ertoe, in afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 (1) waarnaar genoemd artikel 6 verwijst, kandidaten die niet batig zijn gerangschikt maar toch het vereiste puntenminimum hebben behaald om toelaatbaar te worden verklaard, tot de stage toe te laten. Afdeling 2 van het ontwerp bevat een aantal afwijkingen van de regelen in het koninklijk besluit van 16 februari 1961 (2) vastgesteld voor de inrichting van de stage der kandidaten voor niveau 1 van het Rijkspersoneel.

.../...

---

(1) Koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie.

(2) Koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de stage van de kandidaten voor het niveau 1 van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

De bepalingen van afdeling 1 van het ontwerp herhalen en verruimen die van artikel 3 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1962 (1), verlengd door het koninklijk besluit van 29 juni 1964 (2). De bepalingen van afdeling 2 van het ontwerp zijn, behoudens lichte wijzigingen, gelijk aan die van afdeling 2 van genoemd besluit van 6 augustus 1962.

Volgens de aanhef van het ontwerp, zijn de bijzondere regelen van die besluiten van 6 augustus 1962 en 29 juni 1964 "op 1 augustus 1964 impliciet opgeheven ingevolge de inwerkingtreding van de nieuwe statutaire regelen".

Een onderzoek van de teksten leidt veeleer tot de conclusie dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964 niet tot gevolg heeft gehad dat het koninklijk besluit van 6 augustus 1962, verlengd door het koninklijk besluit van 29 juni 1964, op 1 augustus 1964 opgeheven is : dat besluit van 6 augustus 1962 heeft alleen opgehouden van toepassing te zijn op de dag bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1964, dit is "de dag waarop de stagiairs aangeworven op grond van de vergelijkende examens waarvan de organisatie op 31 december 1963 aan de gang was, hun proeftijd (hebben) beëindigd".

.../...

(1) Koninklijk besluit van 6 augustus 1962 houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de aanwerving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en voor de inrichting van hun proeftijd.
(2) Koninklijk besluit van 29 juni 1964 houdende tijdelijke afwijking van de regelen vastgesteld voor de aanwerving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en voor de inrichting van hun proeftijd.

Allereerst dit : het koninklijk besluit van 16 maart 1964 heeft afdeling 1 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1962, die afwijkingen van de wervingsregelen bevat, niet opgeheven. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 verwijst immers voor de daarin bedoelde examenprocedures naar de bepalingen van vóór dat besluit : bedoeld worden de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 februari 1961, zoals zij vóór 1 augustus 1964 waren gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 augustus 1962, verlengd door het besluit van 29 juni 1964.

In de tweede plaats komt dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964, afdeling 2 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1962, die de afwijkingen van de regelen betreffende de inrichting van de proeftijd bevat, niet heeft opgeheven. Overeenkomstig de algemene beginselen heft het koninklijk besluit van 16 maart 1964 immers alleen die bepalingen impliciet op, welke met de regelen van dat besluit in strijd zijn. Inzake organisatie van de stage heeft het koninklijk besluit van 16 maart 1964 echter geen regelen "gesteld" : het heeft zich ertoe beperkt de regelen die reeds door het koninklijk besluit van 16 februari 1961 waren gesteld, te handhaven onder voorbehoud van eerder geringe aanpassingen die onmisbaar waren ter wille van de wijzigingen die in andere materies werden aangebracht. Hierop wijst de algemene onderrichting van 31 juli 1964 van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt (Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.822). Door inzake organisatie van de stage geen nieuwe regelen te stellen, heeft het koninklijk besluit van 16 maart 1964 dan ook evenmin impliciet de tijdelijke afwijkingen opgeheven welke de

.../...

koninklijke besluiten van 6 augustus 1962 en 29 juni 1964 hadden vastgesteld ten aanzien van de desbetreffende vaste regelen die reeds in het koninklijk besluit van 16 februari 1961 waren neergelegd.

De consideransen van de aanhef dienen derhalve te worden gewijzigd opdat rekening kan worden gehouden met de zoëven gemaakte opmerking over de reden waarom de koninklijke besluiten van 6 augustus 1962 en 29 juni 1964 opgehouden hebben van toepassing te zijn.

II.

Het opschrift en de aanhef wijzen er uitdrukkelijk op, dat de bepalingen van het ontwerp volgens de Regering alle slechts tijdelijke bepalingen zijn.

Alleen al wegens hun doel, zullen de bepalingen van afdeling 1 ophouden van toepassing te zijn zodra alle kandidaten die toelaatbaar zijn verklaard na de op grond van artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 georganiseerde vergelijkende examens, tot de stage zullen zijn toegelaten.

De bepalingen van afdeling 2 daarentegen, zijn in rechte permanent. Artikel 10 van het ontwerp zegt immers alleen maar : "Het (dit besluit) houdt op uitwerking te hebben op de datum die door Ons, op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, zal bepaald worden". Hieruit volgt, dat een

.../...

koninklijk besluit nodig zal zijn om een einde te maken aan de bindende kracht van het ontworpen besluit. In haar huidige formulering heeft die bepaling geen rechtsgevolgen, want de Koning kan immers te allen tijde een van zijn besluiten opheffen.

Zoals de tweede en de derde considerans van de aanhef aantonen, zal een definitieve regeling voor de organisatie van de stage worden vastgesteld aan de hand van de opgedane ervaring. In de opvatting van de Regering zal de inwerkingtreding van die regeling ter vervanging van het koninklijk besluit van 16 februari 1961, een einde maken aan de bindende kracht van de bepalingen van het ontwerp. Die bedoeling kan in de volgende tekst tot uiting worden gebracht :

"Artikel 10.-

Dit besluit houdt op uitwerking te hebben de dag van de inwerkingtreding van de regeling die in de plaats zal komen van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de stage van de kandidaten voor het niveau 1 van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, (en uiterlijk op ...)".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Het ontwerp doet de Eerste Minister mede-ondertekenen al is dit door geen bijzondere bepaling voorgeschreven. Ter wille van de overeenstemming tussen mede-ondertekening en voordracht, en overeenkomstig het gebruik, dient het ontwerp-beslut derhalve te worden voorgedragen zowel door de Eerste Minister als door de Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt.

.../...

Ten einde ook rekening te houden met de algemene opmerking I, leze men de aanhef als volgt :

"Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de stage van de kandidaten voor het niveau 1 van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6 ;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 6 augustus 1962 houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de aanwerving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en voor de inrichting van hun proeftijd, verlengd en aangevuld door het koninklijk besluit van 29 juni 1964, opgehouden heeft toepasselijk te zijn op de dag bepaald in artikel 1 van laatstgenoemd besluit ;

Overwegende dat de werking van artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 dient te worden verruimd door toe te staan dat tot de stage worden toegelaten kandidaten voor niveau 1 van het Rijkspersoneel die

.../...

in de overeenkomstig dat artikel georganiseerde vergelijkende examens niet batig gerangschikt zijn maar het vereiste puntenminimum hebben behaald om toelaatbaar te worden verklaard ;

Overwegende dat een nieuwe regeling betreffende de organisatie van de stage van de kandidaten voor niveau 1 van het Rijkspersoneel slechts zal kunnen worden opgemaakt aan de hand van de aanwijzingen welke de toepassing van de nieuwe statuutregelen zal verschaffen en dat het, in afwachting van die regeling, aanbeveling verdient de mogelijkheden tot afwijking die zijn toegestaan door het koninklijk besluit van 6 augustus 1962, verlengd door het koninklijk besluit van 29 juni 1964, in stand te houden ;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Minister-Staatssecretaris, Adjunct bij de Eerste Minister voor het Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ : ".

\+

\+ +

Artikel 1.

In artikel 1 zou moeten worden opgenomen de regel van artikel 2, eerste lid, die met eerstgenoemd artikel nauw verband houdt.

.../...

Artikel 1 zou dan als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 1.-

De vaste wervingssecretaris kan, in de orde van hun rangschikking, tot de stage toelaten, de kandidaten voor niveau 1 van het Rijkspersoneel die niet batig gerangschikt zijn maar niettemin het puntenminimum, vereist om toelaatbaar te worden verklaard, hebben behaald in een van de vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd, georganiseerd overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel".

Artikel 2.

De eerste volzin van het tweede lid bepaalt : "Van de mogelijkheid die artikel 1 hem biedt, kan de vaste wervingssecretaris ... alleen gebruik maken als de omstandigheden het raadzaam maken niet te wachten totdat het volgende vergelijkend examen wordt georganiseerd". Men kan zich afvragen of die beperking van de aan de vaste wervingssecretaris opgedragen bevoegdheid dienstig is, want de tweede volzin van hetzelfde lid bepaalt dat de vaste wervingssecretaris "in ieder geval de instemming moet verkrijgen van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort". Ook rijst de vraag of eerstvermelde beperking eventueel niet tot gevolg kan hebben dat voortijdig een einde wordt gemaakt aan de toepassing van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, waardoor nieuwe moeilijkheden zouden ontstaan.

.../.

De Regering dient te oordelen of het niet beter is, de eerste volzin van het tweede lid te schrappen.
Zo ja, dan zou artikel 2 als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 2.-

Alvorens gebruik te maken van de hem in artikel 1 verleende mogelijkheid, moet de vaste wervingssecretaris, in ieder geval, de instemming verkrijgen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort".

Artikel 6.

Opdat de terminologie van het derde lid overeenstemt met artikel 4 van het ontwerp, verdient het aanbeveling de woorden "naar een van de twee volgende stagecyclussen te worden verwezen" te vervangen door "naar een van de twee volgende stagezittingen te worden verwezen".

Artikelen 9 tot 11.

De artikelen 9 tot 11 van het ontwerp zijn algemene bepalingen en waren derhalve beter onder te brengen in een afdeling 3,"Algemene bepalingen".

Artikel 9.

Dit artikel bedoelt het besluit te doen terugwerken tot 1 augustus 1964. Voor afdeling 1 zou de terugwerking alleen tot doel kunnen hebben, beslissingen tot toelating tot de stage die mochten zijn genomen met miskenning van de regelen van het koninklijk besluit van 16 februari 1961, waarnaar artikel 6 van het koninklijk besluit van

16 maart 1964 verwijst, geldig te maken. Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies van 6 juli 1962 over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 6 augustus 1962 (L.7998/1) geworden is, zou zulk een geldigmaking buiten 's Konings bevoegdheid vallen. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, heeft de vaste wervingssecretaris tot dusver nog geen beslissing genomen waarbij een examinandus van een overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 georganiseerd vergelijkend examen tot de stage wordt toegelaten zonder dat hij onmiddellijk batig is gerangschikt. Wat de Regering met afdeling 1 van het ontwerp beoogt, kan zij dus ook bereiken zonder dat de artikelen van die afdeling hoeven terug te werken.

De terugwerking van de bepalingen van afdeling 2 van het ontwerp is niet ongeoorloofd voor zover zij betrekking heeft op afwijkingen van regelen van inwendige orde, zoals de Raad van State heeft opgemerkt in het eerdervermeld advies van 6 juli 1962. Maar de terugwerking tot 1 augustus 1964, zoals artikel 9 van het ontwerp die bepaalt, is grotendeels overbodig want het koninklijk besluit van 6 augustus 1962, verlengd door het koninklijk besluit van 29 juni 1964, heeft uitwerking blijven hebben "tot de dag waarop de stagiairs aangeworven op grond van de vergelijkende examens waarvan de organisatie op 31 december 1963 aan de gang was, hun proeftijd (hebben) beëindigd". Volgens de verstrekte inlichtingen is dat 1 oktober 1965.

.../...

Artikel 9 van het ontwerp kan derhalve als volgt worden gelezen :

"Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De artikelen van afdeling 2 hebben echter uitwerking met ingang van 1 oktober 1965 ".

Artikel 10.-

Zie algemene opmerking II.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.